

La N-VA veut un code de conduite pour les ministres sortants

Les nationalistes proposent de réguler la manière dont un ex-ministre peut se recaser. Les autres partis de la coalition suédoise sont dubitatifs.

MARTIN BUXANT

Les nationalistes flamands aimeraient que la coalition en formation au fédéral puisse adopter un code de conduite pour les responsables ministériels sortant de charge — à l'image de celui qui est en vigueur à l'échelon européen pour les commissaires à l'issue de leur mandat de cinq ans.

Les indemnités de sortie des commissaires — qui peuvent être payées durant 3,5 ans — sont assorties de conditions selon lesquelles ils ne peuvent exercer une fonction dans la sphère de compétence où ils ont exercé leur mandat européen. C'est une mesure qui a été prise dans la foulée de dérapages de plusieurs anciens commissaires qui se sont directement reconvertis dans des entreprises avec lesquelles ils avaient eu à traiter alors qu'ils étaient commissaires. Du coup, cela jette la suspicion sur l'impartialité des décisions qu'ils ont prises.

Indemnités ou pas ?

Ce pare-feu contre les potentiels conflits d'intérêts est donc assorti du paiement d'indemnités. Comme dans certains contrats du secteur privé où des clauses de non-concurrence sont stipulées.

Au niveau belge, les partenaires de la N-VA dans le probable futur atelage fédéral sont sceptiques sur la praticabilité d'une telle mesure et la jugent, hic et nunc, «irréaliste». «Il n'y

a pas aujourd'hui d'acceptation politique et sociale pour ce genre de démarche», relève un négociateur. Concrètement, le paiement d'indemnités de compensation à des ministres sortant de charge provoquerait certainement une levée de boucliers générale tant dans l'opinion publique que dans les formations politiques de gauche — PS en tête. En outre, le système est difficilement imaginable sans le paiement d'indemnités: «Cela contreviendrait à la liberté fondamentale de chercher du travail», soutient un juriste.

À ce stade, la N-VA n'est pas claire sur ses intentions de pousser effectivement cette proposition en la faisant intégrer dans le programme de gouvernement de la coalition suédoise.

Mardi, les réactions par rapport à la tentative de l'ex-secrétaire d'État à l'Énergie Melchior Wathelet de devenir le CEO de Fluxys étaient plutôt négatives. «C'est un manque de déontologie patent!», a par exemple pointé le député N-VA Peter Decker. Ce n'est certainement pas le fait que M. Wathelet veuille sortir de la politique qui était, mardi, l'objet de commentaires, mais davantage le fait qu'il ait tenté de le faire dans un secteur dont il avait la charge directe.

La socialiste Laurette Onkelinx est de son côté montée au créneau pour souligner les qualités de Melchior Wathelet. «Il ne mérite pas l'ostracisme dont il est victime. Je ne comprends pas pourquoi le passage d'un homme politique vers une carrière dans le secteur privé puisse poser problème. C'est un choix de vie», a écrit Laurette Onkelinx mardi sur son profil Facebook.